

## DROGUE DANS LES ÉCOLES

## L'inquiétante enquête du CLA

**Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) tire la sonnette d'alarme sur la prolifération de la drogue dans les établissements scolaires. Une situation qu'il qualifie d'«inquiétante».**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - «L'usage de la drogue à l'intérieur de l'école est une réalité. Beaucoup de jeunes lycéens, garçons et filles, s'initient aux drogues au sein des établissements scolaires», souligne le CLA dans son enquête transmise à notre rédaction. Bien plus grave, poursuit-il, «la vente des différentes formes de drogues aux élèves s'effectue à l'intérieur même des établissements scolaires».

C'est du moins ce que fait ressortir l'enquête réalisée par le CLA sur l'usage, les attitudes et les opinions relatifs aux substances psycho-actives chez les élèves âgés

de 15 à 17 ans. Effectuée en milieu scolaire, l'enquête a concerné 14 académies dont 36 villes.

Sur un échantillon de plus de 6 000 élèves, 15,6% des élèves interrogés ont déclaré avoir «goûté» au cannabis, 8,4% ont consommé occasionnellement durant une année et 8,2% ont eu une consommation régulière.

L'enquête révèle également que 7,5% de l'échantillon ont déjà consommé de la cocaïne. Selon les résultats obtenus, plus de 15% des consommateurs récents de cette drogue l'ont prise pendant plus de 5 jours et 52% ne l'ont utilisée qu'un seul jour.

Toutefois, l'usage des psychotropes chez les élèves de 15-17 ans demeure «expérimental».

S'agissant des autres drogues, 7,6% des élèves ont affirmé y avoir touché notamment aux dérivés opiacés dont l'héroïne, l'ecstasy et les produits à inhaler (colles,



La consommation de drogue se propage d'une manière dangereuse.

autres solvants). L'enquête aborde aussi l'aspect de l'accessibilité aux drogues. La plupart des élèves affirme qu'il est «facile» et même

«très facile» de s'en procurer. Seuls 13,2% d'entre eux avouent rencontrer des difficultés pour y accéder.

Sur l'ensemble de l'échantillon, 75,3% rapportent que les fournisseurs de drogues sont des élèves et 23,2% citent des dealers, des gardiens à proximité des établissements, les anciens élèves... Par ailleurs, le CLA évoque la circulation d'une «nouvelle drogue» dans les cours des écoles d'une manière «rapide et dangereuse». Sous forme de «bonbon» au goût de fraise, cette drogue semble avoir un succès parmi les élèves. «Les élèves qui ont eu l'occasion d'y goûter ont du mal à résister à cette drogue qui les envoie à l'hôpital dans un état piteux», explique-t-on. Le syndicat appelle ainsi à se méfier de ces «bonbons» suspects.

La propagation «galopante» de la drogue dans les écoles n'est pour le CLA que le résultat de la «faillite du système éducatif national en entier».

R. N.

## GHARDAÏA

## Retour au calme, après un jeudi de violences

**Le calme est revenu vendredi à Ghardaïa, après une autre nuit de violence intercommunautaire. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des bandes de jeunes ont poursuivi le saccage des commerces mozabites, profanant même un cimetière mozabite. Il aura fallu l'intervention de la gendarmerie pour que la situation soit enfin maîtrisée.**

**Sofiane Aït Ilfils - Alger (Le Soir)** - Une nouvelle nuit de violence, donc, dans la nuit de jeudi à vendredi au chef-lieu de la wilaya de Ghardaïa. Une bande de jeunes, composée d'une centaine de personnes, selon des témoignages de ces violences, s'est à nouveau adonnée à des saccages et pillages des commerces mozabites.

Nos témoins parlent de quatre maisons incendiées et autant d'autres pillées entre 21 h et 1 h. «Ils ont même profané un cimetière mozabite, après avoir mis le feu à la loge du gardien et aux salles attenantes», affirme M. D. qui accuse la police d'avoir été passive. «Ces scènes de violence ont duré entre 21 h et 1 h, jusqu'à l'intervention de la Gendarmerie nationale qui, sans déployer des renforts excessifs, a pu vite faire revenir le calme. Ce qui signifie que la situation est

maîtrisable, pour peu qu'il y ait une volonté», ajoute-t-il. Mais comme les lendemains de violence sont difficiles à vivre, Ghardaïa s'est réveillée vendredi groggy.

La peur tenaille les ventres. Il suffit d'un rien pour que ça dérive de nouveau. Les tensions sont restées vives, même si le calme, précaire, a régné ce vendredi. Les commerces ont baissé leurs rideaux, en guise de protestation contre ces violences qui durent depuis une semaine.

Les autorités locales, la police en premier chef, sont accusées de laxisme. «Nous vivons une situation des plus explosives, pire que celles que la région a connues en 1985 et 1990», témoigne, au téléphone, ce jeune Mozabite qui dit craindre que la situation bascule vers l'irréparable.

Point rassurés, nombre de commerçants mozabites s'affairaient vendredi à vider leurs magasins et transférer leurs marchandises vers des lieux sûrs. «Les dégâts sont énormes. Ce sont les grossistes et les commerces de luxe qui ont été ciblés. Les pertes se chiffrent en milliards», déplore le même jeune.

Les Mozabites se disent outrés par le comportement de la police qui, selon eux, n'a rien fait pour arrêter ces violences. «Nous avons appelé à l'intervention de l'armée et de la gendarmerie», confirme notre



Ghardaïa, une ville sous haute tension.

interlocuteur. Depuis une semaine, des bandes de jeunes sèment la terreur au niveau des quartiers de la ville de Ghardaïa, plus précisément dans les quartiers où vivent les populations mozabites. Les appels des notables locaux à la sagesse n'ont pas eu d'écho.

Le pacte signé par les notables des deux communautés sous l'égide du ministère de l'Intérieur est inopérant. Du moins, il n'a pas

empêché que les violences éclatent de nouveau.

Le militant des droits de l'Homme, Kamel Dine Fekhar, a renouvelé ses accusations à l'encontre de la police. Dans des déclarations à la presse, il accuse même la police d'être complice des bandes de jeunes qui s'en prennent aux biens des Mozabites. La DGSN avait infirmé ces accusations.

S. A. I.

## PAS DE POURVOI EN CASSATION POSSIBLE POUR LUI

## Khalifa dans l'attente de la date de son procès

**Entre les mains de la justice algérienne depuis son extradition, Abdelmoumène Khalifa, détenu particulier au regard de la retentissante affaire dans laquelle il est impliqué, sera néanmoins soumis aux mêmes procédures que les personnes condamnées par contumace. Pas de pourvoi en cassation possible pour Khalifa. Il doit tout juste attendre que le tribunal criminel de Blida fixe une date pour le juger.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Détenu depuis mardi dernier, Abdelmoumène Khalifa retrouve un statut d'accusé dans l'affaire de la caisse principale de Khalifa Bank.

Le code de procédure pénale ne lui reconnaît pas le droit de faire appel ni de saisir la Cour suprême pour un pourvoi en

cassation. L'article 327 du code de procédure pénale est on ne peut plus clair. Il stipule que «le pourvoi en cassation n'est pas ouvert au contumax». Commentant des informations faisant état de l'enregistrement d'un pourvoi en cassation au niveau de la Cour suprême, M<sup>re</sup> Miloud Brahimi s'insurge devant tant «d'insanités» rappelant que «le pourvoi en cassation est rigoureusement impossible pour Khalifa. Il ne peut ni faire appel du jugement par contumace qui tombe de lui-même ni faire un quelconque appel». Que va-t-il se passer sur un plan purement procédural ? L'article 326 du code de procédure pénale stipule que «si le contumax se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement et les procédures faites depuis l'ordonnance de se représenter sont néanmoins de plein droit et il est procédé à son égard dans la forme ordinaire». Maître Bourayou explique que «le président du tribunal crimi-

nel de Blida devrait lui notifier l'arrêt de renvoi moins d'une semaine avant le procès. Il va s'informer s'il a un avocat ou s'il a quelque chose à ajouter. Le président du tribunal criminel peut demander un complément d'information s'il juge que l'information est incomplète ou s'il y a des faits nouveaux. De son côté, Khalifa peut demander un complément d'enquête. Mais le président du tribunal peut le lui refuser. Khalifa n'a pas le droit également de contester l'arrêt de renvoi». En termes de délai, aucune échéance n'est légalement arrêtée même s'il est de notoriété publique que la date du procès obéira à des considérations tout autres que judiciaires. A l'ouverture du procès, les personnes déjà condamnées lors du premier procès et qui n'ont pas introduit un pourvoi en cassation devant la Cour suprême seront convoquées en tant que témoins. Celles ayant été incarcérées pourraient même bénéficier de la procédure de réparation si

elles sont acquittées au terme du procès en présence du principal accusé.

L'article 327 du code de procédure pénale stipule que «si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être entendus aux débats, leurs dépositions écrites et, s'il est nécessaire, les réponses écrites des autres accusés du même crime sont lues à l'audience ; il en est de même de toutes les autres pièces qui sont jugées, par le président, utiles à la manifestation de la vérité».

En mars 2007, Khalifa avait été condamné par contumace à la perpétuité pour constitution d'association de malfaiteurs, vol qualifié, escroquerie, abus de confiance et falsification de documents officiels. Un procès qui avait cependant laissé l'opinion publique sur sa faim au regard des nombreuses zones d'ombre jamais élucidées et des multiples interrogations restées sans réponses.

N. I.